

N° DP 25/653

DECISION DU PRESIDENT

ACQUISITION D'UNE EMPRISE A DETACHER D'UNE PARCELLE A TOULON CHEMIN DE LA CHAPELLE NOTRE DAME CADASTREE SECTION DY N°0419

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°23/05/075 en date du 4 mai 2023 portant élection du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de la commune de TOULON,

VU que dans le cadre du dispositif en vigueur de consultation des Domaines, la valeur vénale estimée de cette acquisition est inférieure au seuil de saisine réglementaire concernant les administrations publiques,

VU le document modificatif du parcellaire cadastral réalisé par le cabinet de géomètre expert GE2A en date du 13 mars 2025,

VU l'arrêté de permis de construire n°083 137 24 C0047 en date du 16 septembre 2024,

VU l'accord du propriétaire en date du 16 avril 2025,

CONSIDERANT que la création, l'aménagement et l'entretien de voirie relève de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, depuis sa création, au titre des compétences transférées en matière d'aménagement de l'espace métropolitain,

CONSIDÉRANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée a sollicité le propriétaire de la parcelle sise à Toulon (83200) chemin de La Chapelle Notre-Dame, cadastrée section DY n°0419, en vue de la régularisation de la cession gracieuse prévue dans son arrêté de permis de construire relative à un élargissement du chemin de La Chapelle Notre-Dame,

CONSIDERANT qu'une partie de la parcelle cadastrée section DY n°0419 est grevée par l'emplacement réservé n°212 au Plan LU de la commune de TOULON, lequel prévoit l'élargissement à 8 mètres du chemin de La Chapelle Notre-Dame,

CONSIDERANT que le propriétaire de la parcelle cadastrée section DY n°0419 a accepté de céder à l'euro symbolique l'emprise de 31 m² de sa parcelle grevée par l'emplacement réservé n°212,

CONSIDERANT qu'un document modificatif du parcellaire cadastral a numéroté la parcelle de 31 m² que la métropole Toulon Provence Méditerranée doit acquérir, sous la section DY n° 0629,

CONSIDERANT que l'acquisition de cette parcelle sera constatée aux termes d'un acte authentique en la forme administrative,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ACQUERIR une emprise d'une superficie de 31 m² à détacher de la parcelle sise à Toulon (83200) chemin de La Chapelle Notre-Dame, cadastrée section DY n°0419 auprès de la SCCV « France Promotion » représentée par M BARRESI Sylvain ou toute autre personne physique ou morale pouvant s'y substituer, moyennant le prix d'un euro symbolique (1€) non recouvrable.

ARTICLE 2

DE DIRE qu'un document modificatif du parcellaire cadastral n°8323 M a numéroté la parcelle que la Métropole Toulon Provence Méditerranée va acquérir, sous la section DY n°0629 pour une superficie de 31 m².

ARTICLE 3

DE RECEVOIR l'acte authentique en la forme administrative à intervenir.

ARTICLE 4

DE DIRE que l'emprise acquise sera classée ultérieurement dans le domaine public routier métropolitain et que tous les frais d'acte (acte authentique, frais de géomètre...) seront pris en charge par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

ARTICLE 5

D'ÉTABLIR ET DE SIGNER tous les documents permettant d'officialiser cette acquisition.

ARTICLE 6

DE DÉSIGNER Monsieur CAVANNA Robert, Vice-Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, pour signer l'acte authentique en la forme administrative.

ARTICLE 7

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2025, opération n°61001-ANTTO, fonction 844, article 2111.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

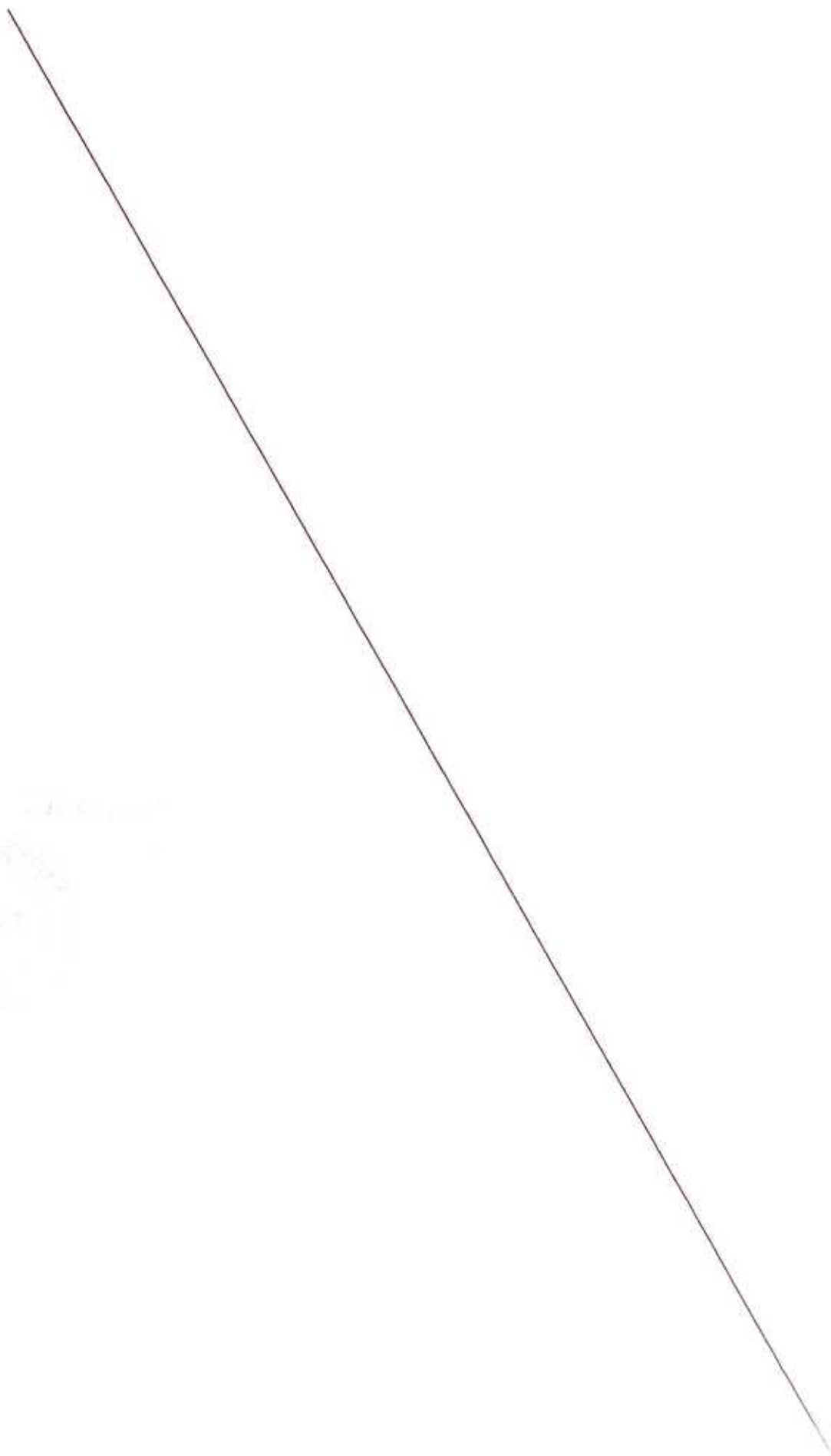
Fait à Toulon, le

12 JUN 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





MANDELLI Michel

De: sylvain barresi <sylvain.barresi@notaires.fr>
Envoyé: mercredi 16 avril 2025 17:04
À: Camille DUBREUIL; MANDELLI Michel
Objet: RE: cession gracieuse
Pièces jointes: arrete PC accorde.pdf

Monsieur Mandelli bonjour,

Suite à la réponse de Maître Dubreuil, je vous confirme être d'accord pour établir l'acte de transfert de propriété par voie administrative qui semble être la solution la plus simple.
Veuillez trouver en pièce jointe l'arrêté du permis.

Bien cordialement, M Barresi

De: Camille DUBREUIL
Envoyé: Vendredi 11 avril 2025 21:08
À: sylvain barresi
Objet: RE: cession gracieuse

Bonsoir Monsieur BARRESI

Compte tenu de la nature de la cession je pense que vous avez tout intérêt à ce que l'acte soit fait par voie administrative comme proposé par le chef du service Action Foncière, mais si vous préférez je m'en occupe évidemment

Tenez moi informée

Bien à vous

Maître Camille DUBREUIL
Notaire
04 89 29 71 79
Numéro visio : 16069493

SAS LACROIX AMALFI TURKIA DUBREUIL
Notaires Associés
94 Avenue Vauban
83000 TOULON

04 94 93 22 00
lvl@notaires.fr


Notaire

		MAIRIE DE TOULON	PERMIS DE CONSTRUIRE MODIFICATIF DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE
Demande déposée le 02/05/2024 Complétée le 24/06/2024			N° PC 083 137 24 C0047 SECTEUR OUEST
Par :	SARL TLMSD		Surf. plancher déclarée : 236,5 m²
Demeurant à :	322 Allée de la Roquebrussanne 83130 LA GARDE		
Représenté par :	Monsieur BARRESI Sylvain		Nb de logements : 3
Sur un terrain sis à :	78 Avenue des Fils Marescot 83000 Toulon DY 419		
Nature des Travaux :	Démolition totale et construction de 3 logements		Surface du terrain : 650 m²
Destination :	HABITATION		Zone du PLU : UE

LE MAIRE DE LA VILLE DE TOULON

Vu la demande de permis de construire susvisée.

Vu le Code de l'Urbanisme.

Vu le décret n° 2016-6 du 5 janvier 2016 relatif à la durée de validité des autorisations d'urbanisme et portant diverses dispositions relatives à l'application du droit des sols et à la fiscalité associée.

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du conseil municipal en date du 27 juillet 2012, ses mises à jour et modifications successives.

Vu l'ensemble des dispositions des articles de la zone UE du règlement du Plan Local d'Urbanisme de la Commune.

Vu l'arrêté du Maire de Toulon portant délégation de signature.

Vu l'article 28 de la loi n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 instituant la taxe d'aménagement.

Vu la délibération du Conseil Métropolitain n° 19 06 219 en date du 27 juin 2019 fixant le taux de la taxe d'aménagement sur son territoire.

Vu la délibération 21 11 358 du Conseil Métropolitain du 10 novembre 2021.

Vu la délibération n° 21 12 391 votée lors du Conseil Métropolitain du 16 décembre dernier qui corrige une erreur matérielle de la délibération 21 11 358 du Conseil Métropolitain du 10 novembre 2021, approuvant la fixation du taux de la taxe d'aménagement à 5 % au 1er janvier 2022.

Vu l'avis d'ENEDIS en date du 15/05/2024.

Vu l'avis de la Métropole Toulon Provence méditerranée en date du 12/09/2024.

ARRETE

ARTICLE 1 : Le permis de construire est **ACCORDE** pour le projet décrit dans la demande susvisée conformément aux plans déposés et documents ci-annexés pour une surface de plancher déclarée de 236,5 m².

ARTICLE 2 : REGLEMENTATION THERMIQUE

L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait que conformément aux dispositions de l'article R.462-4-1 du Code de l'Urbanisme, la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux devra être accompagnée d'un document attestant, pour chaque partie de bâtiment concerné, la prise en compte de la réglementation thermique

ARTICLE 3 : ACCESSIBILITE HANDICAPES :

L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait que conformément aux dispositions de l'article R.462.3 du Code de l'Urbanisme, la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux devra être accompagnée de l'attestation de conformité prévue à l'article R. 122-30 du Code de la Construction et de l'Habitation à l'autorité qui a délivré le permis de construire.

ARTICLE 4 : REGLEMENTATION ACOUSTIQUE

L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait que conformément aux dispositions de l'article R 462-4-3 du code de l'urbanisme, la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux devra être accompagnée d'un document attestant pour l'opération de construction considérée la prise en compte de la réglementation acoustique.

ARTICLE 5 : PRESCRIPTIONS FINANCIERES :

Le présent permis rend exigible le versement des taxes suivantes :

- Taxe d'Aménagement (TA)
- Redevance d'Archéologie Préventive (RAP)

ARTICLE 6 : DEMOLITION

Le présent arrêté vaut autorisation de démolir.

HYGIENE

Amiante :

Faire réaliser avant travaux, un repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante et transmettre le rapport de repérage à toute personne physique ou morale appelée à organiser ou effectuer des travaux ainsi qu'au Service Communal Hygiène et Santé Art. R1334-19, R1334-22, R1334-29-6 et L1422-1 du Code de la Santé Publique

Bruit

Les chantiers ou travaux intéressant les bâtiments et leurs équipements soumis à une procédure de déclaration ou d'autorisation doivent respecter les conditions de réalisation des travaux, l'utilisation ou l'exploitation de matériels ou d'équipements fixées par les autorités compétentes, prendre les précautions appropriées pour limiter le bruit et ne pas générer un comportement anormalement bruyant Art. R1334-36 du Code de la Santé Publique

Poussières

Les travaux de plein air s'effectuent de manière à ne pas disperser de poussière dans l'air ni porter atteinte à la santé ou causer une gêne pour le voisinage Art. 96 du RSD

ARTICLE 7 : PRESCRIPTIONS ARCHITECTURALES

Il convient de présenter à l'architecte conseil avant travaux des échantillons de teintes pour façades et volets, en accord avec celles du nuancier de la Ville, annexé au PLU, pour cette typologie architecturale.

ARTICLE 8 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

AVIS TPM (ci-joint)

Assainissement :

L'unité foncière relève du zonage d'assainissement collectif.

L'unité foncière est desservie par le réseau public d'assainissement collectif.

Le projet est conforme à la réglementation.

Remarques : les travaux de raccordement au réseau de collecte des eaux usées sur domaine public seront réalisés par TPM aux frais du pétitionnaire et sur sa demande (selon art. 13 du règlement du SCA).

Défense Extérieure Contre l'Incendie :

Le projet consiste en la création de trois maisons en bande de 236,5 m² de surface de plancher.

Risque à défendre : habitation individuelle, habitation en lotissement ou assimilé, jumelée ou en bande avec surface totale 500 m² ou classée en risque feu de forêt. Besoins : 60 m³/h pendant 2 heures, distance 200 m.

La voie d'accès est conforme aux engins de secours.

Le projet est situé à 15 m du PI TLN 688 public.

Le projet de construction est conforme à la réglementation DECI.

Eau potable :

L'unité foncière est desservie par le réseau public d'eau potable (sous réserves de l'adéquation au projet et des autorisations éventuelles de tiers).

Le projet est conforme à la réglementation.

Voirie bureau d'études :

Si la cession à l'euro symbolique comme mentionnée dans la notice du permis de construire n'a pas été réalisée, le pétitionnaire devra procéder à la réalisation de travaux de remise en état sur cette partie qui sera alors traitée comme du domaine public.

Pour cela, le pétitionnaire devra procéder à la réalisation d'un trottoir avec un ressaut de 5 cm au niveau de l'accès VL, à la reprise du cheminement piéton en respectant une pente en travers de 2% maximum et le tout devra être réalisé en utilisant des matériaux de caractéristiques techniques et d'aspect identiques à ceux existants.

Voirie déplacements :

Le raccordement entre le domaine privé et le futur domaine public devra se faire sur la parcelle privée.

AVIS ENEDIS (ci-joint)

La puissance de raccordement du projet est de 1 x48kVA triphasé.

Dans ce cadre, une extension de réseau est nécessaire, d'un montant estimé à ce jour de 4365.86€.

ARTICLE 9 : L'application stricte des prescriptions énoncées ci avant constituera une des conditions de la délivrance de l'attestation de non opposition à conformité.

ARTICLE 10 : INFORMATION RISQUE RETRAIT ET GONFLEMENT SOLS ARGILEUX

Le terrain objet de la demande est soumis à un risque de retrait-gonflement des sols argileux (aléa faible - cartographie consultable sur le site www.argiles.fr)

ARTICLE 11 : INFORMATION AMIANTE

Le projet présenté prévoyant des démolitions, il est rappelé les obligations suivantes :

- un repérage spécifique de l'amiante devra être effectué avant les travaux de démolition conformément à l'article R1334-27 du Code de la Santé Publique et à l'arrêté du 2 janvier 2002.
- le cas échéant, un plan de retrait conforme au Code du Travail devra être réalisé.

ARTICLE 12 : INFORMATION DROITS DE VUE

Toutes précautions seront prises par le bénéficiaire du présent permis, afin que soient respectées les dispositions des Art 675 à 680 du Code Civil relatifs aux vues sur la propriété d'autrui.

ARTICLE 13 : INFORMATION ESPÈCE PROTÉGÉE:

Votre projet est susceptible d'affecter de manière significative l'habitat d'une espèce protégée: les Martinets.

En amont des travaux de démolition, réhabilitation, ravalement de façades, réfection de toiture, et afin de ne pas porter atteinte à cette espèce, il convient de se renseigner sur l'existence de nids de martinets sur l'immeuble, soit, auprès des l'opérateur de la Ville dans le centre historique (Var Aménagement Développement: 04 94 93 62 62), soit auprès du service Environnement Urbain (04 94 36 86 33).

Si la présence de nids de martinets est confirmée, contactez la LPO (Ligue pour la Protection des Oiseaux) qui établira des recommandations à prendre en compte.

ARTICLE 14 : INFORMATION RELATIVE A LA PARTICIPATION A L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Le projet est soumis à la Participation pour le financement de l'Assainissement Collectif (PAC) conformément à la délibération n°12 05 95 du 24 mai 2012, des le raccordement au réseau de collecte, ou dans le cas d'un immeuble déjà raccordé, dès l'achèvement des travaux d'extension.

ARTICLE 15 : Le Directeur Général des Services de la Mairie de TOULON est chargé de la notification et de l'exécution du présent arrêté.

Toulon, le

16 SEP 2024

Pour Madame le Maire de Toulon

Mohamed MAHALI Mohamed MAHALI
Adjoint Délégué à l'Urbanisme



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales le : 17 SEP. 2024

Date d'affichage du dépôt en Mairie : 02/05/2024

INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

-CARACTERE EXECUTOIRE D'UNE AUTORISATION : Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée
- dans le cadre d'une coupe et abattage d'arbres vous ne pouvez commencer vos travaux qu'un mois après la date à laquelle l'autorisation vous a été notifiée
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive

-COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE : les travaux peuvent commencer dès que l'autorisation est acquise et exécutoire. L'avis de la présente lettre doit être affiché sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 50 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé, la hauteur de la construction par rapport au sol naturel ainsi que le nom de l'architecte auteur du projet architectural si le dossier a été déposé par un architecte (article L. 650-3 du code du patrimoine). Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

-DUREE DE VALIDITE : Une autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la date à laquelle une autorisation de permis ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenues. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger.

Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie

-DROITS DES TIERS : Une autorisation est acquise **sans préjudice du droit des tiers** (notamment obligations contractuelles, servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage, règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

-OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L.241-1 et suivants du code des assurances.

-DELAIS ET VOIES DE RECOURS : Si vous entendez contester la présente décision vous pourrez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pourrez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite)*. Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Commune :
TOULON (137)

Numéro d'ordre du document
d'arpentage : 8323 M
Document vérifié et numéroté le 13/03/2025
A TOULON
Par Nabil HIRECHE
GEOMETRE
Signé

SDIF DU VAR - TOULON
171 avenue de Vert Coteau
CS 20127

83071 TOULON CEDEX
Téléphone : 04 94 03 95 01

sdif.var-toulon@dgif.finances.gouv.fr

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)
Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires sous-signés (3)
a été établi (1) :

A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau ;
B - En conformité d'un piquetage : _____ effectué sur le terrain ;
C - D'après un plan d'arpentage ou bornage, dont copie ci-jointe, dressé
le _____ par _____ géomètre à _____
Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées
au dos de la présente 6463.

A _____, le _____

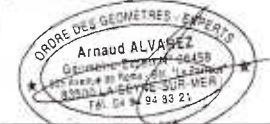
Section : DY
Feuille(s) : 000 DY 01
Qualité du plan : Plan régulier avant
20/03/1980
Echelle d'origine : 1/1000
Echelle d'édition : 1/500
Date de l'édition : 13/03/2025
Support numérique : _____

D'après le document d'arpentage
dressé

Par Arnaud ALVAREZ (2)

Réf. : S2024-015

Le



(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A est réservée aux bornes ou autres marques (état existant par voie de reconnaissance sur). Dans la formule B, les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, arpenteur, géomètre ou technicien reconnu du cadastre, etc.).
(3) Préciser les noms et qualités du signataire s'il est différent du propriétaire (transcripteur, locataire, représentant qualifié de l'autorité exploitante, etc.).





CABINET **GE2A**

Géomètre-Expert & associés
A.ALVAREZ - C.SERGEANT
Dé détenteur des archives PEIRE, BUZANÇAIS et ATGEX

Département du Var

Commune de TOULON
Lieu-dit "48 chemin Chapelle Notre Dame"
Cadaastre : DY n° 419

PROPRIETE :

SCCV France Promotion

PLAN DE DIVISION

Tableau récapitulatif

Situation ancienne		Situation nouvelle après division suivant DMPC n°8323 M du 13-05-2023			Observations
Sect.	N°	Sect.	N°	Surface Apparente	
DY	419	DY	628	573 m²	Lot A - Terrain conservé
		DY	629	31 m²	Lot B - Terrain cédé

Echelle: 1/200

Système : RGF 93/CC43

Nivellement : -



GÉOMÈTRE-EXPERT
GARANT D'UN CADRE DE VIE DURABLE

Réf Dossier: S2024-015
Techniciens: AA_FMu
Date: 14-02-2025
Modif.:

SELAS GE2A - Cabinet de Géomètre-Expert
505, avenue de Rome - Bâtiment Le Portalis - 83500 LA SEYNE-SUR-MER - Tél: 04 94 94 83 21
cabinet@ge2a.fr - SIRET: 882 874 498 00018 - NAF: 7112A

PLAN PARCELLAIRE

Echelle: 1/1000



LEGENDE:

- Mur bahut
- Mur
- Empierrement ou restanque
- Construction
- Talus
- Réseau eau potable
- Compteur d'eau
- Bouche à clé
- Réseau eaux usées
- Regard de visite
- Réseau télécom
- Poteau télécom
- Plaque télécom
- Ligne aérienne
- Réseau électrique
- Compteur électrique
- Poteau électrique
- Ligne aérienne
- Réseau eaux pluviales
- Regard de visite
- Avaloir, grille
- Cypres
- Micocoulier
- Mimosas
- Divers

LEGENDE:

- Application du parcellaire cadastral (les limites de parcelles sont des délimitations à partir du plan cadastral et à partir du relevé sur les lieux. Ces limites sont indicatives, car seule la procédure de bornage définitive permet de définir précisément les limites d'une propriété)
- Limite de propriété (définie par le Plan et le Procès Verbal de Bornage établis le 14-02-2025 par le Cabinet GE2A, Géomètre-Expert à La Seyne-sur-mer - Réf: S2024-015)
- Limite de propriété (définie par le Plan de Division et le Procès Verbal de Délimitation de la Propriété Publique Montaire du 14-02-2025 - demande en cours)
- Limite de propriété (définie par le Plan de Division et le DMPC n° 8323 M du 13-03-2025, établis par le Cabinet GE2A, Géomètre-Expert à La Seyne-sur-mer - Réf: S2024-015)



CABINET GE2A

Géomètre-Expert & associés
A. ALVAREZ - C. SERGEANT

Détenteur des archives PEIRE, BUZANÇAIS et ATGEX

Plan de Division

Echelle: 1/200

Réf: S2024-015

Copropriété
Mme CASBRESPINES
Mme BELTRAN
M. BARTHELEMY

DY n°244

MMme BOUSLAMA Sami
DY n°420

Lot A
DY n°628
Superficie réelle: 573m²

Chemin de la Chapelle Notre Dame

EH n°90

EH n°91

EH n°95

EH n°100

Nota 1: Les servitudes existantes sont issues des titres fournis par le propriétaire.
Les traces mentionnées ne constituent pas une liste exhaustive des servitudes existantes.

Nota 2: Les coordonnées planimétriques, conformément au décret n° 2006-272 du 3 mars 2006,
sont rattachées au système RGF 93, projection conique conforme CC43
Georeférencement réalisé suivant la précision du réseau GNSS RTK ORPHEON (3cm).

Tableau des coordonnées (RGF 93-CC43)	
N°	X
1	1316023.13
2	1316023.25
3	1316023.37
4	1316023.49
5	1316023.61
6	1316023.73
7	1316023.85
8	1316023.97
9	1316024.09
10	1316024.21
11	1316024.33
12	1316024.45
13	1316024.57
14	1316024.69
15	1316024.81
16	1316024.93
17	1316025.05
18	1316025.17
19	1316025.29
20	1316025.41
21	1316025.53
22	1316025.65
23	1316025.77
24	1316025.89
25	1316026.01
26	1316026.13
27	1316026.25
28	1316026.37
29	1316026.49
30	1316026.61
31	1316026.73
32	1316026.85
33	1316026.97
34	1316027.09
35	1316027.21
36	1316027.33
37	1316027.45
38	1316027.57
39	1316027.69
40	1316027.81
41	1316027.93
42	1316028.05
43	1316028.17
44	1316028.29
45	1316028.41
46	1316028.53
47	1316028.65
48	1316028.77
49	1316028.89
50	1316029.01
51	1316029.13
52	1316029.25
53	1316029.37
54	1316029.49
55	1316029.61
56	1316029.73
57	1316029.85
58	1316029.97
59	1316030.09
60	1316030.21
61	1316030.33
62	1316030.45
63	1316030.57
64	1316030.69
65	1316030.81
66	1316030.93
67	1316031.05
68	1316031.17
69	1316031.29
70	1316031.41
71	1316031.53
72	1316031.65
73	1316031.77
74	1316031.89
75	1316032.01
76	1316032.13
77	1316032.25
78	1316032.37
79	1316032.49
80	1316032.61
81	1316032.73
82	1316032.85
83	1316032.97
84	1316033.09
85	1316033.21
86	1316033.33
87	1316033.45
88	1316033.57
89	1316033.69
90	1316033.81
91	1316033.93
92	1316034.05
93	1316034.17
94	1316034.29
95	1316034.41
96	1316034.53
97	1316034.65
98	1316034.77
99	1316034.89
100	1316035.01

Mme GUILLAUME Antoinette
DY n°321

Lot B
DY n°629
Superficie réelle: 31m²

Echelle graphique

